

ant, lundi 6 juin, au lende-
du premier tour des élec-
municipales (1300 commu-
13 millions d'électeurs

entre le réel vanté par l'exécutif et
la réalité subie par les Italiens.
M. Renzi paye aussi sa double
fonction de premier ministre et

les pouvoirs du Sénat, est désor-
mais un vote pour ou contre Renzi
dont le second tour des municipa-
les, le 19 juin, constitue les premi-

de tout mandat, a déclaré à plu-
sieurs reprises au cours de collo-
ques privés : « A Rome, je suis prêt
à voter Virginia Raggi pourvu que

formation « in droite in gauche »
de Beppe Grillo.
Le second tour des municipales
constituera un premier avertisse-
ment avant expulsion, pour Mat-

certains taxes, nommes des Ita-
liens, sur la résidence principale.
Un léger vent de panique semble
souffler sur le Palazzo Chigi... ■

PHILIPPE RIDET

CROATIE

Le gouvernement nationaliste censuré par le Parlement

Le gouvernement croate est
tombé jeudi 16 juin. Un
échec cinglant pour les na-
tionalistes du HDZ après
cinq mois seulement passés
aux affaires. « Je crois que les
citoyens attendent un nou-
veau scrutin », a réagi le pre-
mier ministre Tihomir Ores-
kovic (50 ans), après le vote

d'une motion de défiance au
Parlement. Le vote a été sans
appel : 125 voix, contre 15. Ce
gouvernement éphémère, né
de longues et laborieuses
tractations, laisse en héritage
une image troublée, entre
exaltation des valeurs tradi-
tionnelles, nationalistes et
catholiques, et accusations
d'avoir voulu relativiser les
crimes commis par le régime
oustachi pro-nazi durant la
seconde guerre mondiale.

Le décryptage de l'éco

du lundi au vendredi à 8h10

avec Vincent Giret,
journaliste au Monde



vec
Le Monde

Un informaticien du bureau genevois de Mossack Fonseca arrêté pour vol présumé de données

Le mis en cause n'est pas le lanceur d'alerte, assurent les journalistes qui ont diffusé les fuites

PANAMA ★ PAPERS

D'un Tweet posté mer-
credi 15 juin à 9h10,
Bastian Obermayer,
l'un des deux journalistes alle-
mands de la *Süddeutsche Zeitung* à
l'origine des révélations des « Pan-
ama papers », l'un des scandales
de blanchiment d'argent les plus
retentissants de l'Histoire, a éteint
la rumeur qui commençait à en-
fler. Non, écrit-il, l'informaticien
du bureau genevois de Mossack
Fonseca, dont l'arrestation pour
vol présumé de données informa-
tiques a été annoncée le matin
même par le quotidien suisse *Le
Temps*, n'est pas « John Doe », la
source restée anonyme qui a per-
mis à cette investigation d'une
ampleur inédite d'exister.

Les 11,5 millions de documents
secrets transmis par « John Doe »
(un pseudonyme) à la *Süddeutsche
Zeitung* – qui les a ensuite partagés
avec le consortium de journalisme
d'investigation américain ICIJ et
108 autres médias dont *Le
Monde* –, ont mis au jour les prati-
ques douteuses de ce puissant ca-
binet d'avocats panaméen : plus
de 210 000 sociétés-écrans opa-
ques immatriculées dans les para-
dis fiscaux, notamment pour des

dirigeants corrompus, des réseaux
criminels et des fraudeurs au fisc.
Il s'agit de la fuite de documents la
plus importante de l'histoire du
journalisme.

Même si Bastian Obermayer et
son confrère Frederik Obermaier
ne connaissent pas l'identité
réelle de « John Doe », les deux
journalistes ont connaissance
d'éléments attestant qu'il n'est
pas l'homme arrêté à Genève.

Divulguée mercredi et confir-
mée dans la foulée par le parquet
de Genève, l'arrestation de l'em-
ployé de Mossack Fonseca en
Suisse a eu lieu, selon nos informa-
tions, le 31 mai, peu de temps après
le dépôt d'une plainte du cabinet
d'avocats le visant nommément
pour « soustraction de données »,
« accès indu à un système informa-
tique » et « abus de confiance ». Un
audit mené au siège de Mossack
Fonseca au Panama aurait permis
d'identifier des transferts de don-
nées suspects et conduit à la ma-
chine de l'informaticien en Suisse.

En Suisse, le vol de données est
puni par une amende ou une
peine de prison de cinq ans au
maximum, l'intrusion dans un
système informatique par une

amende ou une peine de prison de
trois ans au maximum, et l'abus de
confiance par une amende ou cinq
ans de prison au maximum.

Une « enquête préliminaire, por-
tant sur un soupçon de vol de don-
nées au préjudice du plaignant, a
été ouverte par le ministère public
genevois », a confirmé au *Monde*
un porte-parole des autorités,
jeudi, se refusant à tout autre
commentaire. Une perquisition a
eu lieu dans les locaux de Mossack
Fonseca en Suisse et du matériel
informatique a été saisi. Des véri-
fications sont en cours. L'employé
a été placé en détention provisoire
en raison d'un risque de fuite, a es-
timé le juge de la détention.

« Ils sont tombés des nues »

Sollicités, les deux avocats de l'in-
formaticien, Thomas Barth et Ro-
main Jordan, font savoir que leur
client « conteste l'ensemble des
faits qui lui sont reprochés ». « Lui
et ses collègues sont tombés des
nues », ajoute M. Barth. « Toutes
les hypothèses sont ouvertes », es-
time au contraire l'avocat gene-
vois de Mossack Fonseca, Thierry
Ulmann.

Sur son site Internet, jeudi, le *Ma-
tin Dimanche*, s'appuyant sur des
constats préliminaires de la police
cantonale genevoise, indique tou-

tefois que les données ayant tran-
sité par les machines auxquelles
l'informaticien avait accès
auraient été soustraites « bien
après le 3 avril », date des premières
révélations des « Panama papers ».
Cette information corrobore les
déclarations des journalistes de la
Süddeutsche Zeitung.

Cette enquête pénale marque le
début d'une traque au lanceur
d'alerte des « Panama papers ».
Dès le 5 avril, tandis que les Etats
du monde entier s'indignaient
face aux agissements de Mossack
Fonseca et, pour certains, saisis-
aient la justice pour blanchi-
ment présumé, les dirigeants de
la firme annonçaient leur inten-
tion de poursuivre le ou les
auteurs des fuites. Le cabinet avait
dénoncé un piratage informati-
que opéré depuis l'étranger.

Une première plainte avait été
déposée au Panama pour pira-
tage et vol de documents, qui
avait suscité ce commentaire de
la part de l'un de ses deux cofon-
dateurs, Ramon Fonseca : « on
cherche enfin les vrais criminels »
– ignorant la secousse planétaire
qui devait pousser à la démission
plusieurs dirigeants, dont le pre-
mier ministre islandais et un mi-
nistre espagnol. ■

ANNE MICHEL

Le Monde 18/6/16